

AFGHANISTAN

La Grande-Bretagne expose sa stratégie à l'Otan

Le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, David Miliband, a présenté hier à l'Otan la stratégie de son pays sur l'Afghanistan et appelé, à cet égard, à «pactiser avec les insurgés s'ils renoncent à la violence».

Il a plaidé pour une «réintégration» des talibans modérés au sein de la société afghane et une réconciliation nationale, seuls moyens, selon lui, de permettre un retrait à terme des forces internationales déployées dans le pays.

Il faut une «stratégie politique» pour faire face à l'insurrection, qui passe par la «réintégration» et la «réconciliation», a-t-il affirmé, au siège de l'Otan.

Il a insisté sur la réconciliation entre le gouvernement afghan et les talibans les moins radicaux, estimant qu'elle devrait être la grande priorité des six prochains

mois dans ce pays. Selon lui, la solution militaire ne peut pas mettre fin au mouvement des talibans sans une nouvelle stratégie politique claire en Afghanistan.

Il est convaincu que l'éradication de l'insurrection armée ne peut venir que de l'intérieur même du pays, appelant les Afghans à cesser d'aider directement ou indirectement les talibans.

Il a également affirmé que les talibans ne bénéficient pas d'une grande popularité en Afghanistan, citant, à cet égard, les résultats de sondages qui confirment ses propos.



David Miliband.

Photos : DR

SOMALIE

7 morts dans des combats à Mogadiscio

Au moins sept civils ont été tués et 18 autres blessés hier à Mogadiscio dans des combats entre les forces gouvernementales somaliennes et les islamistes radicaux des shebab, qui ont également attaqué une réunion de parlementaires, ont rapporté la police et des députés.

«Des combattants des shebab ont attaqué nos positions près du carrefour de K4, dans la capitale, et nous les avons repoussés ; sept civils ont été tués dans l'échange de feu et

par des tirs d'obus de mortier qui ont atterri dans des zones habitées», a rapporté à l'AFP un commandant de police, le colonel Mohamed Yusuf.

En outre, les shebab

ont tiré plusieurs obus de mortier, sans faire de blessés, sur un bâtiment du sud de la capitale somalienne où étaient réunis environ 300 parlementaires.

Le Parlement de transition ne peut plus se réunir à Baïdoa (250 km au nord-ouest de Mogadiscio) où il est théoriquement basé depuis que cette ville a été prise par les shebab.

«Plusieurs obus de mortier ont atterri près du bâtiment où nous étions réunis, mais il n'y a pas eu de blessés ; la session a été ajournée jusqu'à demain», a indiqué à l'AFP le député Mohamed Adan.

C'est la première fois que les parlementaires se réunissaient depuis le lancement, début mai, d'une violente offensive par les insurgés islamistes, menée

par les shebab et la milice Hezb al-Islam, pour renverser le président somalien Sheikh Sharif Ahmed, un islamiste modéré élu en janvier. «Nous avons entendu des explosions d'obus de mortier alors que nous entamions notre session et que le président (somalien) venait de quitter la réunion», a témoigné un autre parlementaire, Hussein Ali.

ATTENTAT EN TCHÉTCHÉNIE

Kadyrov pourrait avoir été visé

Le président tchétchène pro-russe Ramzan Kadyrov a laissé entendre, hier, qu'il pourrait avoir été visé par un attentat-suicide qui a coûté la vie à sept personnes, ce dimanche, au centre de Grozny.

«Je devais assister au spectacle, au moment de l'explosion, mais j'ai été retenu et

je suis arrivé en retard», a déclaré M. Kadyrov, cité par les agences russes. L'attaque s'est produite vers 17h locales (13h GMT) devant une salle de concert à Grozny, au moment où le spectacle devait commencer.

Elle a causé la mort de quatre policiers, ainsi que celle de deux civils et du kamikaze, selon le parquet local. Le spectacle a été annulé après l'explosion.

La Tchétchénie a été le théâtre de plusieurs attentats sanglants depuis que Moscou a décidé, en avril, de mettre un terme à l'opération antiterroriste qui était en vigueur sur son territoire depuis près d'une décennie.

Le Kremlin estimait que Ramzan Kadyrov, qui se présente comme l'homme fort de l'ensemble de la région, avait la situation bien en main.

CHINE

Le bilan des intempéries s'élève à 38 morts

Le bilan des intempéries dans le sud-ouest et le centre de la Chine s'est élevé à 38 morts et 8 disparus, ont annoncé, hier, les agences de presse Chine Nouvelle et China News service.

Vingt-deux personnes ont péri et sept autres sont portées disparues à la suite de fortes pluies qui se sont abattues à partir de dimanche soir et pendant une dizaine d'heures sur le canton de Miyi, dans la province du Sichuan, selon l'agence Chine Nouvelle. Un précédent bilan donné par la presse avait fait état de 22 morts dans cette province du sud-ouest de la Chine.

Par ailleurs, 16 personnes sont mortes et une autre est portée disparue dans le Hunan (centre de la Chine) après quatre jours de pluies torrentielles, a annoncé l'agence China News Service.

Ces intempéries ont en outre affecté quelque deux millions de personnes dans cette province et les dégâts ont été estimés à 900 millions de yuans (94 millions d'euros), selon la même source. Au Sichuan, plus de 250 000 personnes ont dû être relogées à cause des intempéries qui ont affecté, à des degrés divers, près de 6,9 millions de personnes, selon des informations de presse communiquées à la mi-juillet.



Des dégâts estimés à 94 millions d'euros.

FINANCES

Les États-Unis exigent une partie des noms de titulaires de comptes de la banque suisse UBS

Les autorités américaines exigeraient les noms de près de 10 000 titulaires de comptes, au lieu des 52 000 initialement demandés, auprès de la banque suisse UBS, accusés de fraude fiscale aux États-Unis, a rapporté, hier, la presse helvétique. Le département américain de la Justice exigerait les noms de tous les clients ayant reçu aux États-Unis la visite de leur banquier suisse entre 2001 et 2007, soit 10 000 personnes, selon la presse suisse. Selon l'ancien directeur financier de la gestion de fortune d'UBS Mark Branson, cité par la presse, la banque UBS détenait en automne 2008 environ 47 000 comptes offshore américains, dont la moitié étaient des comptes de dépôt dotés de moins de 50 000 dollars. La ministre suisse des Affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, doit rencontrer, vendredi prochain à Washington, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, pour «discuter de tous les sujets bilatéraux d'actualité», alors que la Confédération a engagé un bras de fer avec les États-Unis pour défendre son légendaire secret bancaire.